

**RAPPORT N° 2024/5-22
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

OBJET

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE SAINTE-SUZANNE – APPROBATION DU PROGRAMME ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE ET LA CINOR

I- CONTEXTE

Dans le cadre de son projet « cœur de ville », la Commune de Sainte-Suzanne a confié à la SPL Maraina la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de son centre-ville sur la base d'un coût prévisionnel global de l'opération estimé à 7 698 787 € HT avec pour finalité :

- La redynamisation de l'hypercentre par la transformation des friches de l'ancienne école Antoine BERTIN (extension de l'hôtel de ville et forêt urbaine/cœur vert) ;
- La réhabilitation des voiries d'intérêt communautaire sur le périmètre des travaux ;
- L'aménagement de la place de la mairie en zone piétonne ;
- La transformation du Centre d'Incendie et de Secours en espace forain ;
- La création de kiosques forains ;
- L'installation du marché forain en hyper-centre.

Les études menées dans ce sens ont mis en évidence l'ensemble des entités concernées par ces travaux, parmi lesquelles a été identifiée la CINOR en raison de sa compétence à la fois pour la gestion des voies d'intérêt communautaire impactées par ces travaux mais aussi pour la gestion du réseau d'eau potable et des réseaux d'eaux usées et pluviales.

Ainsi, compte-tenu de l'unicité du projet, la CINOR et la ville de Sainte-Suzanne ont décidé de se constituer en co-maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L. 2422-12 du Code de la Commande Publique qui ouvre la possibilité de confier sa maîtrise d'ouvrage à un autre maître d'ouvrage concerné par la même opération de travaux par voie de convention.

Ce dispositif, en plus de simplifier les procédures, permettra d'optimiser les investissements publics ainsi que la mise en œuvre du programme d'aménagement.

II- OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de confier à la ville de Sainte-Suzanne la maîtrise d'ouvrage unique pour les études et les travaux de l'opération intitulées « aménagement du centre-ville de Sainte-Suzanne » conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique qui dispose que « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. ».

III- PROGRAMME DES TRAVAUX ET ESTIMATIONS PREVISIONNELLES

a) Programme des travaux :

Le programme des travaux, répartis entre la ville de Sainte-Suzanne et la CINOR selon leurs compétences respectives est le suivant :

- Travaux relevant des compétences de la CINOR :
 - Aménagement de la rue de la Cayenne
 - Aménagement de la rue du vingt-décembre
 - Aménagement de la rue de la Gare
 - Aménagement de la rue du Général de Gaulle
 - Aménagement de la Gare Routière

- Ensemble des réseaux qui relèvent de la compétence de la CINOR sur l'ensemble du périmètre de l'opération (eau potable, pluvial, eaux usées, etc.)
- Travaux relevant des compétences de la Ville :
 - Aménagement de la Place de la Mairie et réalisation des kiosques forains
 - Transformation du Centre d'Incendie et de Secours
 - Création d'une forêt urbaine/cœur vert et aménagement des abords de l'Hôtel de Ville
 - Aménagement des abords de l'Avenue Pierre Mendès France

b) Estimations prévisionnelles des travaux

L'enveloppe prévisionnelle initiale du programme est fixée à 7 411 787,00 € HT (base études préliminaires, actualisée en valeur 2023) dont 2 500 000,00 € HT à la charge de la CINOR qui s'acquitte également de l'enveloppe prévisionnelle de la maîtrise d'ouvrage déléguée à la SPL Maraina d'un montant de 287 000,00 € HT (hors révisions : 97 580,00 €).

L'enveloppe prévisionnelle totale représente de ce fait 7 698 787 € HT (soit 8 353 183,9 € TTC).

Sur cette base, le plan de financement des travaux est le suivant (valeur avril 2023) :

- CINOR : : 2 597 580,00 € HT (soit : 2.813.185,74 € TTC)
- Commune : : 5 101 207,00 € HT (soit : 5.539.998,16 € TTC)

Total : : 7698 787,00 € HT (soit : 8.353.183,90 € TTC)

La répartition s'établit ainsi comme suit pour l'ensemble des dépenses (Etudes, travaux, foncier, maîtrise d'ouvrage déléguée, assistance à maîtrise d'ouvrage, ...) :

	COUTSPREVISIONNELS	RECETTES PREVISIONNELLES	
		Cnor	Commune
Total en € HT	7 698 787,00 €		
TVA	654 396,90 €		
Total en € TTC	8 353 183,90 €		
Budget Cnor		2 813 185,74 €	
Budget Commune			5 539 998,16 €
FCTVA récupéré par la Commune		426 107,02 €	836 802,00 €
Participation nette CINOR		2 171 472,98 €	
Participation nette Commune			4 918 801,90 €

Soit la répartition (hors FCTVA) suivante en pourcentage :

- Pour la Commune : 69 %
- Pour la CINOR : 31 %

Etant précisé que ces montants pourront être réévalués en fonction des coûts réels des prestations et de l'évolution des besoins.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- approuver le programme et le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du centre-ville de Sainte-Suzanne ;
- approuver la convention de co-maitrise d'ouvrage confiant à la commune de Sainte-Suzanne la maitrise d'ouvrage unique pour les études et les travaux de l'opération intitulées « aménagement du centre-ville de Sainte-Suzanne » conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique ;
- autoriser le Président à signer cette convention et tous les actes y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2024/5-22
du Bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE SAINTE-SUZANNE – APPROBATION DU PROGRAMME ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LA CONVENTION DE CO MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA VILLE DE SAINTE-SUZANNE ET LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-22 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le programme et le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du centre-ville de Sainte-Suzanne ;

ARTICLE 2

D'approuver la convention de co-maitrise d'ouvrage confiant à la commune de Sainte-Suzanne la maitrise d'ouvrage unique pour les études et les travaux de l'opération intitulées « aménagement du centre-ville de Sainte-Suzanne » conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique ;

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer cette convention et tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

